

Le procès du djihadiste français Mourad Farès s'ouvre à Paris lundi 20 janvier. Renvoyé devant la Cour d'assises spécialement composée, Farès est soupçonné d'avoir été l'un des principaux pourvoyeurs de recrues pour le djihad en Syrie. Un de ses compagnons de route ayant tenté sans succès d'aller en Syrie avec lui est également jugé.

PROTAGONISTES



Mourad Farès: Originaire de Thonon Les Bains, 29 ans au moment des faits. Entre 2006 et 2012, Farès enchaîne les petits boulots en région lyonnaise et, suite à la mort de son cousin, arrête de fréquenter les boîtes de nuit et commence à devenir pratiquant. C'est sur internet et notamment au contact des vidéos d'Omar Omsen, future figure de la mouvance djihadiste francophone, qu'il se radicalise et devient un sympathisant djihadiste convaincu qu'il faut partir vivre en terre musulmane. Admiratif d'Omsen qu'il considère comme un érudit, il prend contact avec ce dernier sur Facebook fin 2012 et les deux commencent à échanger sur la *hijrah*. A partir de 2013, ils organisent plusieurs rencontres, notamment en région parisienne, réunissant des candidats au départ, dont certains membres de la filière dite de Strasbourg.

Ala Eddine Benali: Né à Alger, 22 ans au moment des faits. C'est en 2013 qu'il se radicalise, notamment au contact de Sélim Ciftci, un des participants aux réunions d'Omsen et de Farès qui fera le voyage entre la Turquie et la Syrie avec ce dernier. Selon Benali, Farès a aussi pris part à son adhésion aux thèses djihadistes, précisant qu'il l'a "guidé" sur cette voie. Benali participe également à plusieurs des réunions pour le djihad en Syrie, un projet, qui, selon lui, n'aurait été évoqué que graduellement dans les discussions.

Outre les cas Farès et Benali, 19 mandats d'arrêt ont été émis dans le cadre du dossier, notamment pour Hachmi Hattabi et Bilel Ben Mimoun, qui ont accompagné Farès en Syrie. Des membres de la filière de Lunel, dont Abdelilah Himich, sont aussi concernés.

DEPART POUR LE LEVANT ET RALLIEMENT A L'ETAT ISLAMIQUE

Le 5 juillet 2013, Farès retrouve Hattabi, Ben Mimoun et Benali à Grenoble et débute son périple pour la Syrie, passant par l'Italie, la Croatie, la Roumanie, la Bulgarie et la Turquie. Il est en charge de l'organisation du voyage, tandis que Hattabi gère les finances du groupe.

Si Farès, Ben Mimoun et Hattabi parviennent à rejoindre la Turquie le 11 juillet, Benali échoue deux fois à passer la frontière bulgare-turque à cause de ses papiers. Après être finalement parvenu en Turquie, il est rapidement contrôlé puis détenu par les autorités, avant de rentrer en France. S'il garde contact avec Ciftci alors que ce dernier est en Syrie, Benali déclare néanmoins que cet échec marque la fin de son engagement pro-djihad.

A Ankara, le reste du groupe emmené par Farès récupère Ciftci, tout juste arrivé dans la capitale turque. Farès contacte alors Tyler Vilus (djihadiste français soupçonné d'avoir voulu rentrer en France à l'été 2015 pour y commettre un attentat) qui l'incite à rallier l'Etat islamique (EI) plutôt que Jabhat al-Nosra et l'aiguille pour rejoindre les rangs d'Abu Bakr al-Baghdadi en Syrie. Suivant les instructions de Vilus, le quatuor se

rend à l'hôpital d'Alep, place forte du groupe dans la zone, avant d'être conduit dans une maison où ils suivent deux semaines de formation idéologique et militaire.

A l'issue de leur entraînement, Farès et les autres recrues francophones font allégeance à leur nouvel émir al-Baghdadi et décident de prêter main forte aux troupes de l'EI combattant à Homs, où le groupe a besoin de renforts. C'est ainsi qu'en août, Farès et ses acolytes se rendent à Kafr Hamra, dans la région d'Alep, en attendant d'aller à Homs.

En septembre, Farès, Hattabi, Ben Mimoun, Ciftci et le reste du groupe sont envoyés par leur supérieur dans le village de Rasm al-Arnab, qui sert à l'EI de zone de transit pour Homs. A cette période, selon Farès, le *wali* (gouverneur) de l'EI dans la région nourrit le projet d'y créer un front de 1 500 combattants. S'il reconnaît qu'il se trouvait en zone de combat, Farès nie en revanche y avoir directement pris part, précisant qu'il s'est cantonné à des missions de *ribat* (patrouilles armées).

Durant cette période, Farès, de concert avec Omsen, joue les recruteurs/facilitateurs pour les candidats au djihad désireux de passer en Syrie et/ou intégrer l'EI. Il tente notamment de convaincre son frère resté en France de le rejoindre. Les recrues de Farès ne sont d'ailleurs pas seulement françaises mais francophones. Ainsi, en septembre, Farès facilite le passage à la frontière turco-syrienne du djihadiste suisse Damien Grivat, avec lequel il est en contact sur les réseaux sociaux depuis 2012 et qui deviendra un membre de l'*Amniyat* (services de renseignement-sécurité de l'EI).

TENSIONS AVEC L'EI

Selon Farès, c'est à l'occasion de son séjour à Rasm al-Arnab en septembre qu'il commence à émettre des réserves sur les actions et la politique menées par son organisation. Il se plaint notamment auprès de l'émir de la zone de la brutalité exercée à l'égard des prisonniers du groupe. Au vu de ces exactions, Farès et Hattabi décident de désertir leur groupe à Rasm al Arnab pour aller à Alep, sans en avoir référé au préalable à leur hiérarchie.

Au début de l'automne, Fares et Hattabi se rendent à Kafr Hamra et s'installent avec une poignée de francophones également en délicatesse avec l'organisation, qui les accuse d'être des espions. Le groupe se retrouve dans l'impasse, ne voulant ni se retrouver sous la coupe du *wali* honni de Homs ni sous celle du *wali* d'Alep, Abu al-Athir, un Syrien qui a eu sous ses ordres nombre de figures francophones de l'EI, dont Abdelhamid Abaaoud. La situation empire lorsque le *wali* de Homs, très mécontent de leur désertion, rend visite au groupe de Farès pour les contraindre à repartir au front sous peine d'emprisonnement. A la suite de cet incident, Farès et ses comparses rencontrent en novembre l'adjoint d'al-Baghdadi pour la Syrie, Abu Ali al-Anbari. A cette occasion, Farès fait part au leader irakien de leurs griefs à l'encontre du *wali* de Homs ainsi que des abus dont l'EI s'est rendu coupable. Pour apaiser les tensions, le gouverneur de Homs est démis de ses fonctions.

Fin novembre, Farès est approché par deux djihadistes francophones qui lui demandent de les conduire à Abu Usama al-Madani, un hiérarque saoudien de l'EI. Lors de l'entretien, Farès, qui joue les traducteurs, comprend qu'al-Madani est en charge du recrutement des volontaires pour commettre des attentats à l'étranger et leur propose une formation spéciale. Ayant eu vent du projet, les deux francophones souhaitent avoir plus d'informations à ce sujet mais, durant la rencontre, Farès leur livre une mauvaise traduction afin qu'ils renoncent à poursuivre leur dessein. Avec cet épisode, la décision de faire défection est définitivement prise par Farès.

RUPTURE AVEC L'EI

Parallèlement à cette exacerbation des tensions, l'arrivée d'Omar Omsen en Syrie début décembre 2013 finit de sceller la défection de Farès et de ses frères d'armes francophones. C'est Farès lui-même, accompagné

de Hattabi, qui prend en charge le nouvel arrivant à la frontière pour le mener dans un immeuble à Hraytan, au nord d'Alep, où sont basés ses jeunes partisans, eux-mêmes originaires de Nice pour la plupart.

Si l'ensemble de ces combattants est favorable à la création d'une brigade francophone autour du leadership d'Omsen, la formalisation du groupe n'est pas encore à l'ordre du jour et Farès n'est pas encore prêt à officialiser sa défection.

Dans le même temps, Farès est bien décidé à pousser d'autres que lui à quitter les rangs de l'EI et à recruter un maximum de nouveaux éléments pour son futur groupe. Farès suggère ainsi à Omsen d'aller démarcher les nombreux djihadistes francophones présents dans la zone et lui-même prend une part active dans le recrutement et l'accueil de nouveaux combattants pour le compte d'Omsen. Il débauche par exemple le jeune Zakaria Amzil, jusqu'alors membre d'une katiba dirigée par un vétéran algérien du djihad. Ben Mimoun décrira Farès comme "[passant] ses journées à engrainer d'autres personnes dans son groupe".

L'activisme de Farès agace au sein de l'EI, où il est désormais vu comme un fauteur de troubles voulant diviser les rangs. En décembre, une rencontre entre des partisans d'Omsen, dont Farès, et des francophones de l'EI, dont Tyler Vilus et Ismaël Mostefai, futur kamikaze du Bataclan, est organisée à Hraytan. L'idée de Farès est de convaincre ses frères d'armes de faire défection et de rallier son groupe mais sans succès. En effet, les combattants de l'EI avaient accepté cette rencontre dans le seul but d'obtenir des informations sur les plans des factieux. Dénoncés par leurs camarades, Farès et les siens se voient convoqués pour des explications avec la hiérarchie de l'EI, dont l'émir de l'*Amniyat*, qui officialise la rupture d'allégeance et interdit à Farès et aux autres d'approcher des bases de l'EI.

FIRQATUL GHURABA

La rupture officialisée, Farès et les autres se tournent désormais vers Jabhat al-Nosra. Le 29 décembre, il explique ainsi à son frère: "on sort tous de Dawla (...) On va suivre Jabhat (...) Oui, on crée notre groupe, qui va vers Jabhat, on reste indépendant". C'est à ce moment que le groupe d'Omsen est formalisé à Hraytan, qui lui sert de QG. Omsen réunit ses quelques dizaines de combattants et officialise la création de son groupe, baptisé "Firqatul Ghuraba" (FG). Sans surprise, le Niçois est élu émir à l'unanimité. Farès fait office d'adjoint informel tandis que Guillaume Pirotte gère les finances du groupe. L'affiliation avec Jabhat al-Nosra est par ailleurs formalisée à la suite de rencontres avec des leaders de l'organisation, dont l'émissaire d'Ayman al-Zawahiri, leader d'al-Qaida, qui promettent armes et formation au groupe d'Omsen.

Suite à son élection, Omsen se rend au Sénégal pour y chercher sa famille, laissant Farès aux commandes du groupe en Syrie. En janvier 2014, ce dernier organise avec Hattabi la relocalisation des membres de FG de Hraytan, où les affrontements entre factions armées font rage, vers Idlib, sous la protection de Jabhat al-Nosra. A la fin du mois, le groupe se relocalise à nouveau, cette fois-ci à Atma, à la frontière turco-syrienne, et loge au QG de Jabhat al-Nosra. Certains partent au front à Homs, où Ben Mimoun tombe au combat en février.

Durant l'intérim, Farès prend également en charge la communication de FG, administrant sa page internet et communiquant même avec les médias. En février, le Savoyard donne ainsi une interview pour *Vice*, où il parfait son image de propagandiste et de recruteur de premier plan: "Je suis l'un des principaux prêcheurs. Tous les djihadistes dont on parle dans les journaux sont passés par moi: les dix jeunes de Strasbourg, les deux jeunes de Toulouse, la mineure de 16 ans, et beaucoup d'autres..." S'il exagère clairement certains points dans l'interview, il apparaît néanmoins clair que Farès continue de jouer un rôle actif sur les réseaux sociaux afin d'attirer de nouvelles recrues pour FG, comme l'illustre son carnet d'adresse fourni, où l'on retrouve des djihadistes francophones de tous horizons (Strasbourg, Lunel, Toulouse, Ile-de-France, Martinique, Suisse, etc).

DEPART DE SYRIE ET ARRESTATION

La situation personnelle de Farès prend une toute autre tournure avec le retour d'Omsen en Syrie, où ce dernier reprend sa place d'émir au sein de la brigade. Ce retour est émaillé de tensions entre les deux hommes, au point qu'en mars, Farès décide de quitter le groupe. Si ces tensions apparaissent comme un facteur clé dans la prise de décision de Farès, les raisons exactes de la discorde restent floues. Un revenant explique qu'outre la brouille avec Omsen, Farès aurait aussi été lassé de devoir gérer les recrues juvéniles francophones.

Suite à sa défection, Farès entame une période d'errance à Atma où il réside en compagnie d'un compatriote et d'un Belge ayant eux aussi quitté FG. En février, Farès déclarait au journaliste de *Vice* "[ne pas être] près de rentrer en France. Si je rentre demain, je suis parti pour quinze ou vingt ans de prison avec le dossier qu'ils ont sur moi." Pourtant, un mois plus tard, le djihadiste savoyard commençait déjà à étudier les modalités de son départ de Syrie.

Farès finit par plier bagages le 15 juillet 2014 et fuit pour la Turquie, où il contacte la DGSI pour faire part de son séjour syrien et de sa volonté de coopérer. Le 14 août, il se rend au consulat de France, avant d'être arrêté par la police turque le lendemain. Le 10 septembre, Farès est expulsé de Turquie et interpellé à son retour en France.

Benali est quant à lui interpellé le 16 mai 2017 en Seine-Saint-Denis. Il est actuellement sous contrôle judiciaire.